



La quinzaine nordique

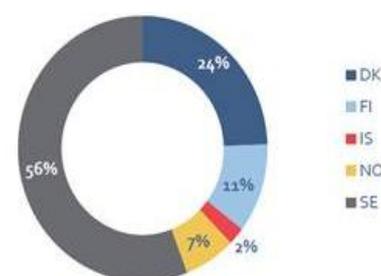
© DG Trésor

N° 145 du 8 décembre 2017

Pays Nordiques

Parité. Selon l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE), agence basée à Vilnius (Lituanie), la Suède est le pays de l'Union européenne le plus paritaire selon les critères étudiés. Par rapport à un indice 100, correspondant à une parité hommes-femmes parfaite, la Suède est créditée d'un indice 82,6, loin devant les autres pays du podium : le Danemark (76,8) et la Finlande (73). La France est 5^{ème} du classement (72,6), derrière les Pays-Bas (72,9), et largement au-dessus de la moyenne de l'UE à 28 (66,2). L'ordre des pays sur le podium était le même dans la dernière étude datant de 2012.

Immigration. La Suède est le pays qui a accueilli le plus de demandes en 2016 (56%), contre 24% pour le Danemark et 11% pour la Finlande. La Norvège ne représente, pour sa part, que 7% des demandes d'asiles. L'Islande ne compte que quant à elle 2% des demandes (cf graphe ci-contre). Le nombre de demandes d'asile en Suède a cependant chuté depuis le pic de 2015 (163.000 demandes), pour s'établir à 29.000 demandes en 2016 puis 23.000 demandes en 2017 (soit un niveau comparable/inférieur au nombre moyen annuel de demandes (25.000) enregistrées, par comparaison, sur la période 2000-2010).



Cotations boursières / IPO. L'activité boursière aura été particulièrement dynamique cette année avec pas moins de 100 nouvelles cotations au cours des 11 premiers mois de l'année sur les places financières nordiques (Nasdaq OMX Nordics), soit plus que l'ancien record de 2015 (97 cotations pour l'ensemble de l'année). Le directeur des nouvelles introductions, Adam Kostyal, s'attend à une baisse d'activité en 2018, notamment en raison des inquiétudes liées aux signes de fléchissement des prix immobiliers tant en Suède qu'en Norvège.

Danemark

Croissance. Le repli du PIB danois a été révisé à -0,6% au T3 2017, ce qui aggrave l'estimation faite par *Denmark Statistics* (-0,3% annoncés) il y a deux semaines. Deux explications principales sont avancées : (i) la baisse des ventes de voitures en septembre, du fait de l'incertitude quant à l'évolution de la taxe d'immatriculation (compromis trouvé en octobre) ; (ii) les entreprises danoises ont effectué un déstockage de l'ordre de 0,8 point de pourcentage dans leur inventaire. Une reprise est attendue au T4, que Las Olsen, Chef économiste de *Danske Bank*, qualifie de « solide ». En revanche, l'estimation de croissance supérieure à 2% initialement annoncée pour l'année 2017 devrait être difficile à réaliser.

Attractivité (1). Dans une tribune parue le 29 novembre dernier dans le quotidien *Børsen* sous le titre « *Fransk reformvilje er inspireret af Danmark* » (« La volonté de réforme française s'inspire du Danemark »), François Zimeray, Ambassadeur de France au Danemark, présente les récentes ordonnances comme un signal positif pour attirer les investisseurs danois et étrangers en France. Retrouvez la tribune en Français sous : <https://lc.cx/gcjj>.

Energie. Le gouvernement a décidé de reprendre l'objectif de l'ancien gouvernement social-démocrate/radical d'éliminer le charbon de l'approvisionnement électrique en 2030. Le Danemark fait ainsi partie de la coalition (de 18 pays pour l'instant) soutenant cette initiative, présentée lors du COP23 à Bonn.

Nord Stream 2. Le *Folketing* a adopté, à l'unanimité, un projet de loi permettant l'inclusion de considérations de politique étrangère, de sécurité et de défense (une évaluation faite par le ministre des Affaires étrangères) lorsque le Danemark devra décider si des sociétés d'énergie peuvent installer des câbles et pipelines dans les eaux territoriales danoises. Cette loi rend ainsi possible le refus du gazoduc Nord Stream 2 – une possibilité dont les Etats-Unis sont tout à fait conscients. Les autorités américaines poussent pour le rejet du gazoduc russe et ont indiqué récemment que les Etats-Unis soutiendraient toute action du Danemark visant à empêcher la construction de Nord Stream 2. Selon la presse, la nouvelle loi danoise est un signal politique plutôt qu'un véritable obstacle pour Nord Stream 2. Ainsi, le Danemark pourra seulement refuser la demande actuelle de faire passer le gazoduc au sud de l'île de Bornholm. Dans le cas où les Russes demanderaient un tracé au nord de Bornholm, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer empêcherait le Danemark de dire non.

Mærsk. La Commission européenne a approuvé l'acquisition de Maersk Oil par Total. Mærsk attend toujours les dernières autorisations pour finaliser la vente au cours du 1^{er} trimestre 2018.



Attractivité (2). Pour la troisième fois en quatre ans, le Danemark est le leader européen en ce qui concerne l'attraction des investissements des fonds de capital-investissement, selon une analyse du Fonds de Croissance *Vækstfonden* et de l'organisation professionnelle des fonds de capital *DVCA*, sur la base des données d'*Invest Europe* de 2016. En effet, aucun pays européen comparable n'attire plus d'investissements par rapport au PIB que le Danemark – ceci bien que l'ensemble des investissements ait baissé de DKK 11,9 Mds (1,6 Mds€) à DKK 9,6 Mds (1,3 Mds€) en 2016. En revanche, le nombre d'investissements est stable. C'est surtout la vente d'ETI qui a assuré au Danemark sa position en 2016, notamment d'entreprises informatiques, commerciales, industrielles ou de service qui suscitent l'intérêt. En même temps, les fonds danois arrivent en 4^e place dans le classement européen des fonds de capital-investissements qui ont investi le plus par rapport au PIB.

Finlande

Croissance T3. Au troisième trimestre 2017, selon Statistics Finland, la croissance du PIB s'est établie à +0,4 %. Ce léger ralentissement par rapport au T2 (+0,8 %, révisé de +0,4 pp par rapport à la première estimation) s'explique notamment par des dépenses de ménage moins élevées (+0,5 % contre +1,1 % au T2). Les investissements ont augmenté de +2,3 %, notamment portés par les investissements en machineries, équipements et matériels de transport (+5,0 %). Les exportations ont à nouveau diminué au T3 (-2,0 %) après une première baisse enregistrée au T2 (-0,1 %). Les importations se sont aussi contractées par rapport au trimestre précédent (-2,5 %).

Slush. L'événement SLUSH, qui rassemble chaque année à Helsinki des startups des nouvelles technologies et des investisseurs, s'est déroulé cette année les 30 novembre et 1^{er} décembre. Selon les organisateurs, l'événement a rassemblé 2 600 startups, 1 500 investisseurs, 600 journalistes et a reçu 20 000 visiteurs. L'objectif principal de ce salon, dont cette année était la dixième édition, est de faciliter les rencontres entre investisseurs en capital-risque et fondateurs de startups innovantes. A ce titre, Slush propose un outil de match-making, qui aurait permis d'organiser plus de 10 000 rendez-vous cette année. Dans le cadre de ce salon, de nombreuses personnalités sont également invitées à participer à des panels ou bien à prononcer un discours. Parmi les invités accueillis cette année, le Secrétaire d'Etat chargé du numérique Mounir Mahjoubi y a effectué une visite le deuxième jour. A cette occasion, il a prononcé un discours sur le développement de l'intelligence artificielle en Europe. D'autre part, 10 startups françaises avaient été sélectionnées pour exposer sous le pavillon de la French Tech. Ces startups proposent notamment des solutions innovantes en matière de sécurité informatique ou de soins à domicile.

Islande

Elections. Les négociations en vue de former un gouvernement après les élections législatives du 28 octobre 2017 se sont conclues le 30 novembre par la formation d'une grande coalition gouvernementale qui regroupe l'ensemble du spectre islandais et comprend les trois partis ayant obtenu le plus de voix : l'Alliance Gauche Verte (*Vinstri Græn*), le Parti de l'Indépendance (*Sjálfstæðisflokkur*) et le Parti du Progrès (*Fram*). La coalition est menée par Katrín Jakobsdóttir, présidente de l'Alliance Gauche Verte et désormais Première Ministre d'Islande, tandis que l'ancien PM Bjarni Benediktsson hérite du ministère de l'économie et des finances. Le programme du nouveau gouvernement prône la réconciliation sociale avec la mise en place d'une nouvelle politique de santé plus efficace et transparente, une réduction de l'imposition des revenus les plus faibles et un allègement des charges patronales, une politique d'aide au logement en faveur des jeunes et la mise en place d'un code d'éthique gouvernemental. En matière d'environnement, thème cher à la Gauche Verte, le gouvernement s'est fixé l'objectif ambitieux d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2040. Le programme du gouvernement reste en revanche à être précisé sur la politique monétaire ou internationale, bien qu'il mentionne clairement que les intérêts de l'Islande sont pour le moment mieux préservés en dehors de l'UE.

Balance commerciale. D'après les dernières estimations de l'Institut national des statistiques islandais, les exportations de biens ont augmenté de 7% en Islande de janvier à octobre 2017 alors que les importations sont en hausse de 20%. Le déficit commercial de l'Islande se creuse et s'élève à 149Md de couronnes islandaises (1,2Md€) pour les 10 premiers mois de 2017, contre 79MdISK (643M€) l'année dernière. Ces chiffres s'expliquent en grande partie par la grève des pêcheurs qui a duré deux mois au début de l'année et a pesé lourdement sur les exportations de produits halieutiques, combinée à une augmentation importante de la demande intérieure.

Tourisme. Selon le dernier bulletin économique de la banque Arion, la croissance du tourisme s'est considérablement ralentie en 2017 : les exportations de services touristiques ont augmenté de seulement 3,2% en glissement annuel, par rapport à une moyenne de 18,6% par an depuis 2010. Certains observateurs locaux estiment que la période de boom touristique est en train de se terminer, laissant place à une croissance plus modérée et donc plus facile à gérer à long-terme pour les autorités islandaises.

Fiscalité. Le nouveau gouvernement islandais envisagerait l'abandon du projet d'accroissement de la TVA sur les services touristiques, contesté par les professionnels du secteur, dans le prochain PLF. En revanche, la presse indique que la taxe carbone sur les énergies fossiles devrait augmenter de 50%.

Norvège



Total. Le groupe Total a annoncé la cession au norvégien Statoil de ses parts dans le projet pétrolier et gazier de Martin Linge (51%) et du gisement de pétrole Garantiana (40%) au large de la Norvège. Le montant de l'opération, effective au 1er janvier 2018, s'élèvera à 1,45 Md\$ (1,23 Md€), selon un communiqué de Total, qui explique réorganiser son portefeuille dans cette zone géographique après l'acquisition du danois Maersk Oil annoncée l'été dernier pour 7,45 Md\$ (6,3 Md€). Martin Linge sera donc uniquement détenu par les compagnies norvégiennes Petoro (30% des parts) et Statoil (qui possédait déjà 19% des parts avant la cession). Les employés concernés de Total seront également transférés chez Statoil.

Pétrole. Statoil et ses partenaires ont annoncé leur intention d'investir 49 MdNOK (5 Md€) pour développer le gisement Johan Castberg dans l'Arctique. Outre Statoil, qui en détient 50%, le projet regroupe l'italien Eni (30%) et la société publique norvégienne Petoro (20%). Situé à environ 240 km de la ville norvégienne de Hammerfest, le gisement offshore doit entrer en exploitation en 2022, et ses réserves récupérables sont estimées entre 450 et 650 millions de barils équivalent-pétrole. Cet investissement est une bonne nouvelle pour le secteur pétrolier en Norvège, où la production a été divisée par deux depuis le pic atteint en 2000-2001. Néanmoins, l'ouverture à la prospection pétrolière d'un nombre record de blocs dans l'Arctique norvégien a reçu un accueil tiède de la part des compagnies pétrolières, selon le Directorate norvégien du pétrole. Seules 11 compagnies norvégiennes et internationales, parmi lesquelles Statoil, Shell, DEA ou encore Wintershall, ont répondu à l'invitation lancée en juin pour l'exploration de 102 blocs, 93 en mer de Barents et neuf autres en mer de Norvège. C'est moitié moins que lors du précédent cycle de concessions, le 23e, qui avait vu 26 groupes pétroliers se disputer 57 blocs en 2015.

Eolien. Statoil, avec ses deux partenaires Masdar et Statkraft, a officiellement ouvert le parc d'éoliennes offshore situé au large de Norfolk en Grande-Bretagne. Le parc Dudgeon se compose de 67 turbines, dispose d'une capacité de 402 MW d'électricité et fournira de l'énergie à environ 410 000 foyers britanniques. Le coût total du projet est de 14 MNOK (1,4 M€).

Pêche. Les pays riverains de l'océan Arctique et les grands pays de pêche ont convenu d'imposer un moratoire sur la pêche commerciale au centre de cet océan avant même que l'actuelle fonte de la calotte polaire n'offre cette possibilité, et ont signé en ce sens un accord de principe. Par conséquent, aucune pêche commerciale n'aura lieu dans le secteur de haute mer du centre de l'océan Arctique, tant que l'on n'aura pas une meilleure compréhension des écosystèmes de la région, seul à même de permettre la mise en place de mesures de gestion et de conservation appropriées pour préserver les ressources. Cet accord a été conclu par le Canada, le Danemark pour le Groenland, les îles Féroé, la Norvège, la Russie, les États-Unis, la Chine, l'Islande, le Japon, la Corée du Sud et l'Union européenne.

Saumon. Suite à la signature en mai d'un protocole entre les autorités norvégiennes et chinoises sur la levée des restrictions d'exportations de saumon norvégien vers la Chine après plus de six ans de froid, les exportateurs norvégiens ont enregistré une forte augmentation au cours des 5 dernières semaines. Lors de la dernière semaine de novembre, 216 tonnes de saumons ont été exportées directement vers la Chine, contre une moyenne de 40 tonnes par semaine les deux dernières années. Trois comtés norvégiens sont toujours touchés par une interdiction d'exportation vers la Chine en raison du virus de l'anémie infectieuse du saumon. Les éleveurs espèrent que cette interdiction sera levée l'an prochain.

Suède

Composition du PIB. La croissance du PIB a atteint 3,3% en 2016 selon les derniers chiffres de SCB ce qui porte sa valeur à 4 379 MdSEK (450 Md€). 80% du PIB provient du secteur privé et 20% du secteur public, dont 14% des collectivités locales et 6% de l'Etat. Le poids des services est également croissant et représente actuellement 70% du PIB (cf graphe ci-contre).

Croissance T3 2017. Selon SCB, la croissance trimestrielle a été de +0,8% et de +2,9% en glissement annuel (T3 2016-T3 2017), soit au-dessus de la moyenne de l'UE aux mêmes périodes (respectivement +0,6% et +2,5%). La forte progression des investissements bruts (FCBF) de 3,9% (T2-T3) a le plus contribué à la croissance du T3, alors que le commerce extérieur a, en revanche, contribué négativement (-0,4%). La consommation a légèrement contribué à la hausse du PIB (respectivement de +0,2% et +0,1%). Les chiffres encore provisoires sont légèrement en-dessous des anticipations des économistes locaux qui prévoyaient +3,6% en glissement annuel, mais ne devraient pas changer les perspectives de croissance pour cette année (+3,1%), selon Magdalena Andersson, ministre des Finances.

Crédits à la consommation. Le gouvernement suédois compte renforcer l'encadrement des crédits à la consommation à compter du 1^{er} septembre 2018 en raison de l'augmentation du recouvrement forcé des dettes liés aux crédits « sms »





(56 000 cas en 2014 et 62 000 cas en 2015). L'objectif sera de plafonner le taux d'usure et les intérêts de retard pour les crédits à hauts risques qui ne pourront désormais pas être plus de 40 points de pourcentage plus élevés que le taux directeur de la banque de Suède (actuellement à -0,5%) d'une part et d'autre part il s'agit d'introduire un plafond sur le coût total d'un crédit. Les charges et intérêts associés au crédit ne pourront ainsi pas dépasser 100% du montant du crédit initial, si le texte est adopté dans l'état actuel. Un crédit de 100€ ne pourra théoriquement pas coûter plus de 200€ pour l'emprunteur. La nouvelle régulation suédoise s'inspire des pratiques déjà en vigueur au Royaume-Uni et en Finlande.

Privatisations. Le groupe lituanien Euroapotheica, qui contrôle déjà plus de 450 pharmacies dans les Pays-baltiques, en Pologne et en Ukraine, rentre sur le marché suédois en rachetant le groupe public Apoteksgruppen (AGHAB), à savoir la structure de support (achats, logistique, système informatique,...) qui dessert les 189 pharmacies indépendantes suite à la déréglementation du secteur en 2010 et qui contrôle, par ailleurs, un pourcentage minoritaire de ces dernières (quelques pourcents du capital). 156 pharmaciens ont à cette même occasion décidé de vendre leurs structures au groupe lituanien alors que 33 pharmacies continueront à opérer de manière autonome. Le prix de vente de la structure logistique était de 1,7 MdSEK (170M€).

Le rôle économique des fondations. Selon le dernier recensement, il existerait au total environ 18 000 fondations en Suède qui représentent ensemble environ 50 Md€ de capitaux, soit l'équivalent de 11% du PIB du pays. Selon le journal économique Dagens Industri, les fondations suédoises ont au fil des années augmenté leurs participations dans les groupes du CAC 40 suédois (storbolagslistan). Ainsi, les 65 principales fondations du pays détiennent des actions d'une valeur globale de plus de 26Md€, dont 10 Md€ relèvent des fondations de la sphère Wallenberg (KAW et FAM notamment) avec des participations importantes dans des groupes tels que Investor, SKF et StoraEnso.

Nordea. La seule banque systémique mondiale de la zone (G-SIB) ne compte pas rendre public le prospectus détaillant les faits concrets liés au projet de relocalisation du siège de Stockholm vers la Finlande (qui devrait selon le scénario de base avoir lieu le 1^{er} octobre en 2018) avant la publication des comptes annuels 2017 le 25 janvier 2018. Ce sont les actionnaires de Nordea qui auront le dernier mot et devront se prononcer lors de l'Assemblée générale qui se tiendra à Stockholm le 15 mars 2018 (les 2/3 des actionnaires devront voter en faveur pour faire adopter la relocalisation). Entre temps l'administration suédoise continue de faire du lobbying contre cette relocalisation et cherche notamment à renforcer le dialogue avec la BCE pour faire comprendre que, dans la mesure où Nordea est une G-SIB pour la zone nordique, il ferait sens de maintenir une régulation plus stricte. Erik Thedéen, DG du superviseur financier FI, souligne l'importance d'entamer le processus dès à présent. Le gouvernement suédois, pour sa part, a ouvert une consultation jusqu'à fin 2019 qui pourrait amener la Suède à rejoindre l'Union bancaire à moyen terme. Stefan Ingves, Gouverneur de la Banque de Suède considère pour sa part que «ce serait probablement un avantage si la Suède adhérait à l'Union bancaire», notamment pour être en mesure d'influer sur les décisions prises en son sein.

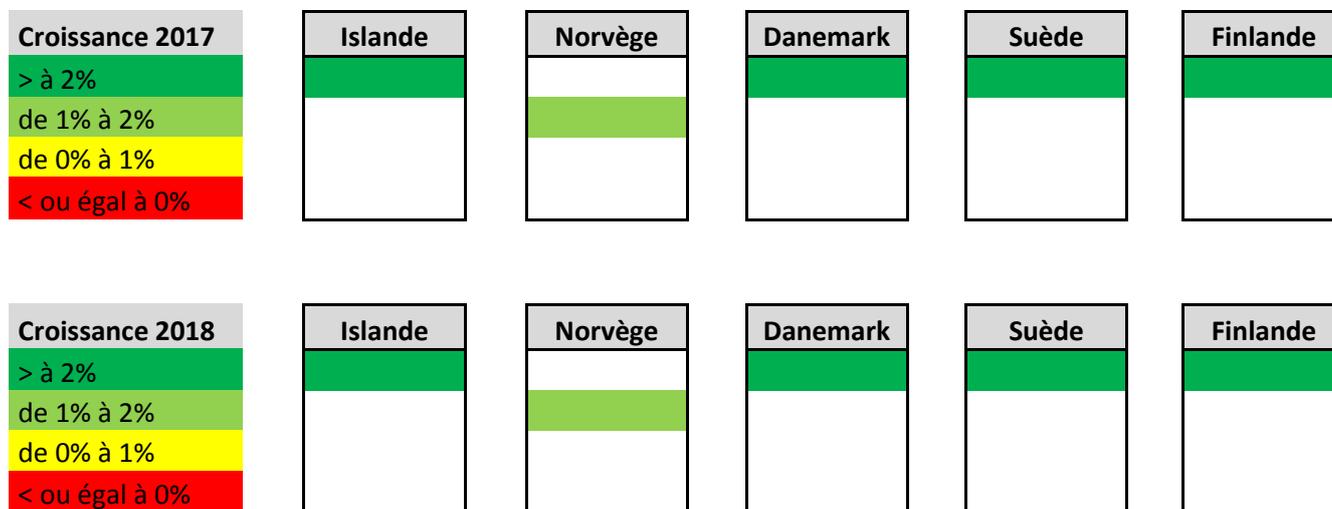
Blockchain d'IBM. Nordea devient partenaire fondateur avec notamment Natixis et la Société Générale et 6 autres banques européennes de la blockchain d'IBM (« we.trade »), concurrent direct de Ethereum développé par Microsoft, qui permettra de développer une plateforme 100% numérique de financement pour les PME européennes. Ceci devrait faciliter le commerce intra-européen (stockage et transmission de données) et permettra notamment de suivre la validation d'une commande jusqu'au règlement de la transaction.

Volvo-Uber. Volvo a signé un contrat cadre avec Uber portant sur la fourniture de 24 000 véhicules autonomes du modèle XC90 (moteur T8) entre 2019 et 2021. Il s'agit de véhicules autonomes de niveau 4, à savoir au format « initiative partagée » avec présence d'un chauffeur qui active/désactive le système, qui a la capacité de prendre en charge de nombreuses fonctions de manière autonome.



La quinzaine nordique – 8 décembre 2017 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
PIB										
Gouvernement	1,5	1,7	2,9	2,1	2,0	2,5	3,1	2,5	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	2,1	1,7	1,5	1,1	3,2	2,7	3,7	3,4
Institut stat./conj****.	2,1	2,1	2,9	2,0	2,2	2,2	2,8	2,7	6,0	3,3
Commission*	2,3	2,0	3,3	2,7	1,5	1,6	3,2	2,7	4,6	3,1
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	2,2	2,0	3,1	2,5	2,1	1,8	3,1	2,8	5,1	4,3
SEB	2,3	2,4	2,5	2,2	1,7	1,8	3,2	2,8	-	-
Nordea	2,2	2,0	3,0	2,0	1,9	2,6	3,3	2,6	-	-
Danske Bank	2,4	2,0	2,8	1,8	2,0	2,3	3,1	2,0	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2017)

** World Economic Outlook (octobre 2017)

*** Perspectives économiques (novembre 2017)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Déficit public										
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,4	-1,2	5,0	3,9	1,0	1,0	-	-
Commission*	-1,0	-1,0	-1,4	-1,2	4,3	4,6	0,9	0,7	1,5	1,1
FMI**	-1,0	-0,1	-1,4	-1,2	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-1,3	-1,1	-1,1	-1,1	5,4	5,8	1,5	1,7	1,0	1,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dette publique										
Gouvernement	37,6	36,7	62,5	61,9	-	-	39,5	37,3	-	-
Commission*	36,1	35,5	62,7	62,1	34,7	34,0	39,0	36,6	35,0	32,0
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Autres										
inflation (IPCH)*	1,0	1,4	0,9	1,3	2,1	2,2	1,8	1,6	1,7	2,6
cons. privée*	2,3	2,5	2,0	1,8	2,4	1,9	2,4	2,5	7,5	5,4
chômage (BIT)*	5,9	5,6	8,6	8,3	4,0	3,3	6,6	6,4	3,1	3,2

Source :

 * *Prévisions d'automne* (novembre 2017)

 ** *World Economic Outlook* (octobre 2017)

 *** *Perspectives économiques* (novembre 2017)

 **** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

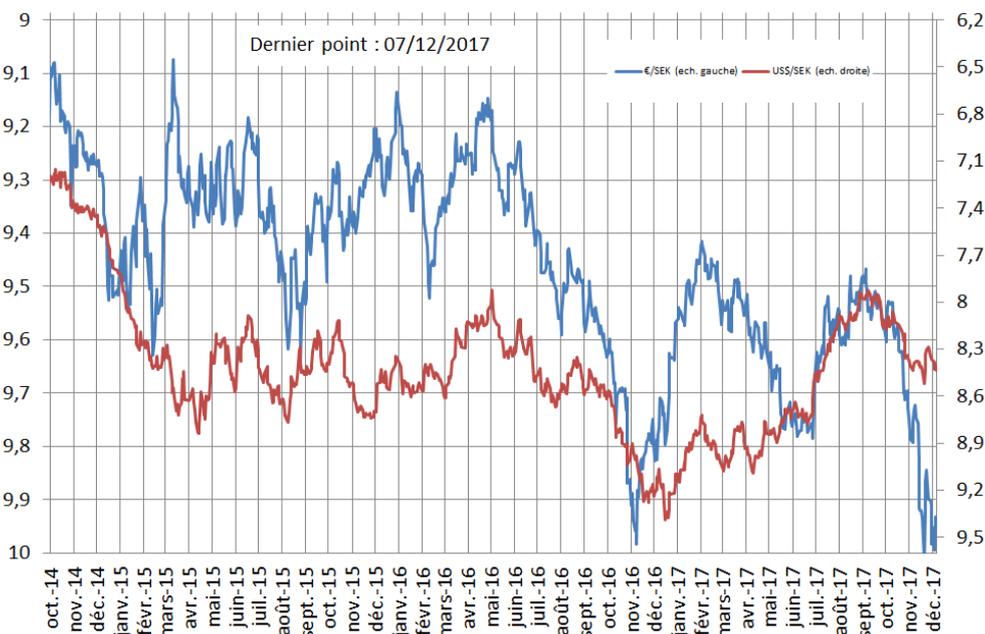
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

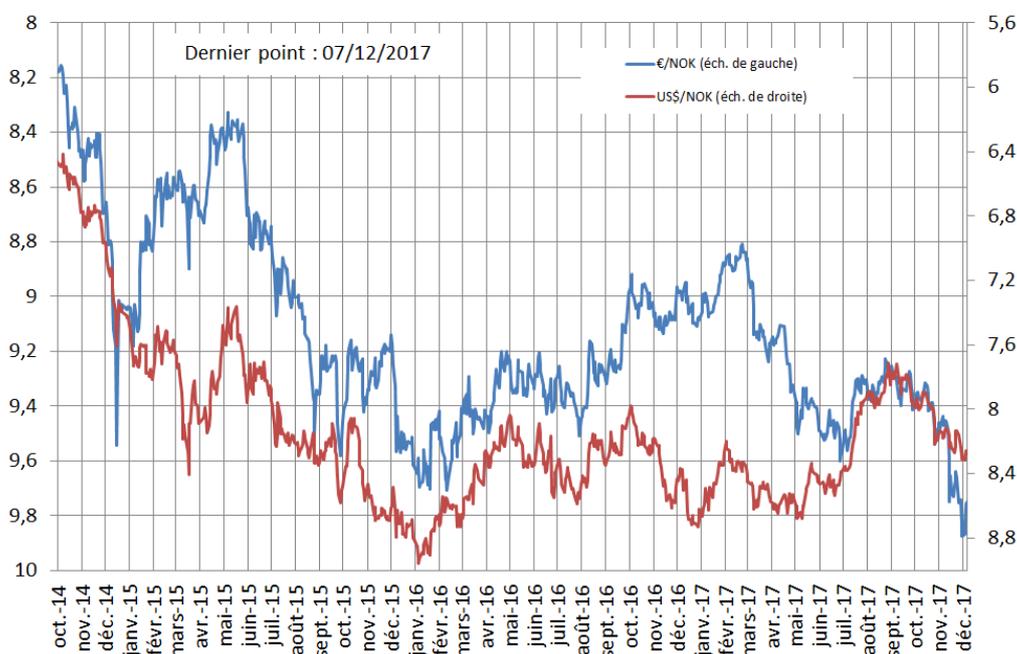


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J.-T. Pénet), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André, M. Voisin).